

Au mois de mai dernier, des révoltes ont éclaté et se sont étendues à plusieurs quartiers populaires de Stockholm, suite à la mort d'un habitant du quartier de Husby, tué par la police. Si la plupart des observateurs se sont empressés de dénier tout caractère politique à cette vague de contestation, l'article suivant, initialement publié sur le site [New Left Project](#), montre qu'elle prend racine non seulement dans le racisme structurel qui caractérise la société suédoise, mais aussi dans le démantèlement de l'Etat-providence et l'accroissement de la ségrégation urbaine.

Même en Suède. En lisant les articles de la presse internationale au sujet des révoltes à Stockholm, c'est le titre de l'ouvrage du géographe Allan Pred¹, paru en 2000, qui me vient immédiatement à l'esprit. Dans une Europe en proie aux crises économique, sociale et démocratique, des révoltes urbaines étaient fort prévisibles à plus ou moins court terme, dans la foulée des émeutes observées dans les villes de France, de Grèce, d'Angleterre et d'Espagne. L'unique question était : où et quand sera la prochaine ? Quand la population de la banlieue pauvre de Husby s'est soulevée, on a tout de suite observé la surprise des journaux : *même à Stockholm !*

« Qui sont-ils ? » demandait le journaliste de *Sky News*. *The New York Times*, quant à lui, titrait : « Les émeutes suédoises remettent en question une identité ».

Dans son analyse matérialiste-historique de grande envergure, Allan Pred remettait en cause l'image communément acceptée de la Suède comme le pays de la tolérance et de l'égalité, et montrait à quel point le pays est imprégné par le racisme et la discrimination. Il a notamment décrit les « piteuses manipulations métonymiques » qui font passer des incidents isolés entre individus pour la preuve d'un comportement collectif à l'échelle d'un groupe ou d'un quartier. A terme, ces manipulations finissent par rationaliser les structures racistes qui caractérisent la Suède contemporaine : discrimination, marginalisation et exclusion.

La mort de la social-démocratie suédoise

La surprise des médias internationaux face aux révoltes de Stockholm – prétendument la prospère « capitale de Scandinavie » – trouve son origine dans l'ignorance presque totale de ce qui se passe dans le pays depuis 30 ans. Les révoltes urbaines qui ont mis le feu à Stockholm cachent une autre révolution, bien moins visible : l'attaque systématique, délibérée, progressive et dévastatrice de l'Etat-providence suédois.

Les auteurs du livre *Transformations of the Swedish Welfare State*² résument ainsi le tournant néo-libéral qu'a pris la Suède :

- re-régulations pour réaliser la privatisation et la marchandisation du secteur public ;
- responsabilisation : les citoyens redeviennent consommateurs et co-producteurs ;
- nouvelles formes de pouvoir disciplinaire (surveillance accrue et nouvelles stratégies de contrôle des protestations urbaines ;
- nouvelles formes de gouvernance (partenariats public-privé) ;
- un changement de paradigme : du plein emploi à la « flexibilité fonctionnelle ».

Ces changements ont été appliqués principalement via la restructuration de l'espace urbain

Le rythme de libéralisation de la Suède est sans doute actuellement le plus élevé parmi tous les pays occidentaux. En mars 2012, le quotidien *Svenska Dagbladet* a publié un article intitulé "La révolution libérale". Fondé sur une enquête de la *Heritage Foundation* (un groupe de réflexion américain de droite) commanditée par le journal, cet article vantait l'appartenance de la Suède à « l'élite mondiale » de la privatisation et de la dérégulation. Les auteurs rappelaient fièrement ce 16 janvier 2012 quand un permis de diriger une école libre fut mis aux enchères sur l'équivalent suédois du site internet eBay³. Cet événement fut célébré comme un véritable triomphe libéral.

Cependant les célébrations libérales masquent une autre réalité. Un récent rapport de l'OCDE montre que l'écart salarial de la Suède est celui qui augmente le plus rapidement parmi 34 pays observés. L'inégalité sociale s'exprime très sensiblement à l'échelle urbaine, où une nette division sépare d'un côté les quartiers aisés, les quartiers d'affaires et les quartiers administratifs du centre-ville, et de l'autre les quartiers périphériques pauvres. La politique de logement qui régulait le marché immobilier jusque dans les années 1990 a depuis été démantelée : les anciennes compagnies de logement municipales et à but non lucratif concernaient tous les citoyens, et endossaient une responsabilité sociale grâce à leur offre de logement pour les familles à bas revenus. La majorité de ces structures ont été privatisées, et celles qui sont encore en activité obéissent désormais à la recherche du profit⁴.

Un marché immobilier dérégulé combiné à une politique de croissance urbaine (avec la « croissance d'abord » dans l'agenda) crée inévitablement des inégalités profondes. En effet, les réformes politiques deviennent visibles sur le terrain, car durablement inscrites dans les rues et immeubles contrastés du paysage urbain. On ne connaît pas encore toutes les conséquences de ces changements, mais on observe déjà, dans les trois plus grandes villes du pays, une augmentation du nombre de sans-abri, une surpopulation locative et un cruel manque de logements. Le programme « 1 million de logements » initié dans les années 1960 et 1970 pour résoudre le manque de logements a finalement été victime d'un désinvestissement systématique, laissant actuellement de nombreuses résidences dans un état de délabrement certain, nécessitant une rénovation intensive. Jusqu'à présent, ce sont les locataires eux-mêmes qui doivent mettre la main à la poche, alors même que leur loyer augmente de plus de 50%. La plupart d'entre eux ne pourront jamais financer ces travaux, et ceux dont les revenus sont les plus faibles doivent affronter un avenir fait de relogements successifs et aléatoires dans des quartiers qui doivent encore être rénovés.

La gentrification et le désinvestissement font partie d'un seul et même processus, qui apporte la prospérité à une partie de la ville et plonge l'autre dans le déclin. Dans les zones les plus pauvres de la capitale suédoise, plus de 40% des jeunes âgés de 20 à 25 ans ne sont ni étudiants ni actifs, et plus de la moitié des enfants est élevée dans la pauvreté, selon le rapport *Urban Development Areas*. Fait d'importance, l'urbanisation, dans sa forme actuelle, est profondément racialisée : le centre de Stockholm est devenu une enclave totalement gentrifiée réservée aux classes moyennes et supérieures blanches, tandis que les banlieues les plus pauvres sont de moins en moins blanches. La stigmatisation du lieu d'habitation et de l'altérité empiète profondément sur la vie des habitants. Pour sûr, les flux de capitaux entrants et sortants ne manquent pas en Suède, mais cette manne est rarement redistribuée. Il n'existe pour ainsi dire pas d'« effets de percolation » [*trickle down effects*] : l'accumulation se fait par la dépossession, selon les mots de David Harvey. C'est la face cachée d'un Stockholm prospère : derrière un spectacle séduisant de consommation dans le centre-ville, les gens luttent pour l'accès à une vie décente, ou tout

simplement pour s'en sortir, pendant que les ressources communes sont en permanence arrachées des mains des habitants et privatisées.

Husby et la question démocratique

Contrairement aux affirmations des médias nationaux et internationaux, selon lesquels les révoltes sont un problème juvénile – de vandales et de délinquants pour la presse conservatrice et libérale, ou du chômage pour la presse social-démocrate – elles constituent en premier lieu un problème démocratique, qui à ce titre concerne l'ensemble de la société suédoise. Elles exigent donc une transformation radicale de la condition politique actuelle en Suède. Analysant les révoltes à Paris en 2005, le géographe Mustafa Dikec écrivait qu'il était nécessaire de les comprendre, non comme des actes « stupides » de pillage et de destruction, mais comme des mouvements inarticulés pour la justice. Cet argument est valable dans le contexte suédois, mais nous pouvons également détecter ici l'émergence de *nouveaux* mouvements sociaux urbains, revendiquant à la fois un espace et une voix. Et c'est vers ces mouvements, articulés et inarticulés, que nous avons besoin de nous tourner de manière à comprendre comment la Suède peut être démocratisée. Dans une lettre ouverte à *Aftonbladet*, le « Panther Movement » basé à Gothenburg a écrit à « une nation en feu » :

Si vous persistez à réduire la moindre question politique à un problème relevant de la police, peut-être que nous devrions alors commencer à élire des policiers plutôt que des politiciens. Et pourtant une autre partie de la société est morte dans cet appartement de Husby. C'est pourquoi le feu a commencé à brûler. Mais vous savez déjà cela.

Dans les semaines les plus sombres de décembre dernier, un débat piégé sur le racisme, le langage et la culture a été mis en scène dans les médias suédois. Les expériences du racisme quotidien, dans le système, dans le cadre de l'Etat, dans la culture, dans le paysage urbain, ont été dévalorisées. Le racisme a été de nouveau associé étroitement à la croissance de mouvements nationalistes en Suède, comme si cela n'avait rien à voir avec les classes moyennes et supérieures blanches, largement majoritaires dans les médias, la politique et l'Université. Le poète Johannes Anyuru a écrit :

Pour nous dont les parents sont venus d'Afrique noire, nous avons vu combien de gens intelligents, instruits et ambitieux ne parvenaient à obtenir que des boulots de merde en Suède. Nous avons vu des gens dont les vies et les rêves ont été foutus en l'air par quelque chose dans la mentalité suédoise, qui à l'évidence ne peut reconnaître aucune valeur à quelqu'un dont le visage est noir. Et les années ont passé.

Ce sang a été versé dans un bol. Prenez un tram ou un métro, allez jusqu'aux quartiers HLM, et voyez avec vos propres yeux où les corps noirs sont généralement situés en Suède : à la périphérie, bien loin dans la file d'attente, dans le silence, dans la pauvreté, au plus profond du combat » (SVT Debatt, 10 décembre 2012)[/fn]La traduction en anglais est de l'auteur. [/fn].

Puis au début de 2013, le projet REVA a été mis en place. Composante d'un programme intensif visant à expulser des immigrés sans-papiers, REVA a donné le droit à la police de réaliser des contrôles de frontières au sein même du pays. De nombreux témoins ont dit avoir été arrêtés par la police en pleine rue et dans le métro, sans autre raison que d'avoir « l'air étranger ». L'étincelle qui a fini par embraser Stockholm a ainsi consisté, comme dans tant d'autres cas de révoltes urbaines, dans un tir de police ayant donné la mort.

Plusieurs jours après la fusillade, le mouvement social local « Megafonen », basé à Husby, a organisé une manifestation et exigé une enquête indépendante pour faire la lumière sur le coup de feu. Le rapport de la police, selon lequel l'homme était mort à l'hôpital, s'est avéré mensonger. Il est mort dans son appartement, et aucune ambulance n'a été envoyée. Rappelant la violence qui est à l'œuvre dans les contrôles quotidiens effectués par la police dont les jeunes de Husby sont si familiers, cette infraction à la loi a fonctionné comme de l'essence versée sur des braises qui rougeoyaient depuis un bon moment.

Après la première nuit durant laquelle des voitures avaient été incendiées, Megafonen a organisé une conférence de presse. Ont été abordées les questions de la police, de la violence et du racisme. Les mots qu'ils ont pu y entendre étaient les suivants : « nègre », « putain de singes », « SDF », mots qui ne sont employés qu'à Husby. Quelques années auparavant, quand le quartier de Rosengård à Malmö s'était embrasé, des jugements racistes de la part de policiers avaient été filmés : « putain de petit bâtard de singe ». L'enquête qui avait suivi fut vite abandonnée.

Quand le Premier ministre Fredrik Reinfeldt est revenu sur les événements d'Husby, il en a appelé à plusieurs reprises au respect de la « loi suédoise » et de la « police suédoise », en concluant qu'il « revient aux gens de Husby » de résoudre le problème. De manière à peine voilée, cela impliquait que les habitants de Husby ne sont pas Suédois et que leurs problèmes ne sont pas ceux de la Suède.

Les gens de Husby savent tout cela ; c'est pourquoi ils se sont organisés depuis longtemps. Leur combat contre le prétendu investissement de Järva dure depuis des années. Il avait en effet été annoncé comme un investissement de grande ampleur dans la région, fondé sur un dialogue citoyen et visant l'amélioration des conditions de logement. Les habitants de Husby ont vite réalisé que non seulement il n'y aurait de « dialogue » que sur la forme, et non sur le contenu du projet, mais qu'il ne s'agirait en aucun cas d'une véritable participation. En somme, une politique en restant à la surface, qui ne se fondait en rien sur les besoins du quartier.

Megafonen, un mouvement de locataires, s'est ébauché et développé à partir de là, rendant publiques des revendications de base et donnant voix aux marginalisés. Depuis des années, il lutte pour prévenir les situations de détresse et pour un contrôle populaire sur le quartier : contre les économistes, contre les rénovations impliquant des augmentations de loyer, et pour une ville plus juste. En 2012, le mouvement a occupé un équipement culturel que la ville voulait fermer. Son combat pour la communauté a donné des idées à un grand nombre de personnes dans toute la Suède, qui se sont mobilisées contre la privatisation des logements, les hausses de loyer et la substitution de la surveillance à l'aide sociale.

Néanmoins, plusieurs événements récents ont retourné le débat public contre Megafonen, de nombreuses personnes le rendant responsable des incendies de voitures. La réponse a été publiée dans *Aftonbladet* :

Megafonen ne déclenche aucun incendie. Pourquoi des journalistes et des hommes politiques tiennent-ils tant à ce que Megafonen condamne la rébellion ? Des jeunes sont diabolisés pour éviter que nous voyions la vérité ; car la vérité provoquera une piquêre. Les éditoriaux et la police nous diabolisent également, nous rendant responsables de ce qui se passe ; car nous ne sommes pas restés silencieux.

Nous comprenons qu'il est inconfortable, voire déprimant, d'avoir à réfléchir à ce qui se joue aujourd'hui en Suède. Tâche encore plus difficile pour le gouvernement, les forces de police et l'essentiel des médias, puisqu'ils sont en partie à l'origine de ce qui arrive.

De notre côté, nous voyons un gouvernement dont la réponse aux problèmes sociaux se ramène à augmenter les effectifs de police. Nous voyons la brutalité policière et le harcèlement dans nos quartiers. Nous voyons les insultes racistes, des poings frappant des visages, de graves agressions à coup de matraques. Nous voyons la police prenant pour cible des jeunes à l'aide de leurs armes de service et criant : « Je vais tirer ».

Nous voyons un système scolaire être l'objet de « réformes » continues et où nous, nos amis, nos frères et nos sœurs, luttons pour nous en sortir dans des écoles qui manquent de ressources. Nous voyons qu'ils peuvent envoyer leurs enfants dans d'autres écoles. Nous voyons des politiques du logement qui créent des pénuries de logement, le droit humain au logement étant mis au rancard au profit d'immeubles luxueux. Nous voyons des hausses de loyer imposées de manière abrupte au prétexte que nos bâtiments sont en cours de rénovation alors que seule la façade a été repeinte.

A présent, chacun est au chevet des banlieues et rivalise pour proposer des solutions. Où étiez-vous avant que tout se déclenche ? Nous étions ici et organisations des cours de soutien, des conférences et des concerts. Nous luttons pour nos centres communautaires et nos logements. Nous continuons aujourd'hui à nous battre pour nos quartiers et notre ville.

De nouveaux mouvements urbains

Contrairement à une croyance répandue, la démocratie suédoise n'a pas été construite par des politiciens mais par des mouvements sociaux. Ce sont des mobilisations radicales de la classe ouvrière qui ont posé les fondations de l'Etat-providence suédois. Une importante grève des loyers dans les années 1930 a été le point de départ de politiques de logement pour lesquelles le principe « un bon logement pour tous » a constitué pendant longtemps un objectif central de réforme politique. Mais l'Etat-providence suédois s'est transformé, à travers une culture du consensus qui serait plus adéquatement décrite comme pratique de la prise de décision technocratique, visant à équilibrer les exigences des milieux d'affaire et de la société civile. Aujourd'hui, cette mutation forme la base de culture post-politique de la Suède, et avec elle l'érosion progressive du bien-être collectif.

Editorialiste pour *Dagens Nyheter*, Hanne Kjöllér a avancé l'idée que Husby constituait un test de Rorschach, dans la mesure où chacun peut voir dans les événements ce qui

convient à son propre agenda politique. Critique de Megafonen et de ce qu'elle nomme les « analyses de gauche », Kjöllér considère que les médias et les hommes politiques n'ont pas négligé Husby, citant pour appuyer son affirmant le nombre d'articles de presse sur Husby durant les deux années précédentes. Bien que les mouvements à Husby aient créé un débat public sur l'échec de Järva, et que leur combat permanent pour le quartier ait été l'objet de l'attention médiatique, le simple fait d'obtenir cette attention n'est pas suffisant en lui-même, même s'il suffit à satisfaire Kjöllér.

Le vrai défi consiste à changer les choses sur le terrain, et des mouvements urbains sont en train d'émerger dans toute la Suède avec cet objectif en vue. Les habitants de Husby ne sont pas seuls. A Alby, un quartier de Stockholm, des gens combattent la privatisation de logements municipaux avec comme mot d'ordre « Alby n'est pas à vendre, nous ne sommes pas à vendre ». A Gränby, Uppsala et Skarpan, Linköping et Pennygången, Gothenburg, les habitants résistent à des plans de « rénovation » qui sonnent comme une condamnation. A Gothenburg, le « Panther Movement » de Biskopsgården se bat contre les discriminations, le racisme et la ségrégation. Il ne s'agit que de quelques-uns des nouveaux mouvements urbains qui émergent en Suède, fondés sur des luttes locales mais avec des revendications qui indiquent un agenda politique qui va bien au-delà et qui unifie leurs luttes dans un appel collectif à une transformation plus radicale de la démocratie suédoise, afin d'inclure de nouvelles voix et de créer des espaces communs pour un ordre social et spatial alternatif.

Les flammes se sont à peine évanouies, et l'avenir est à présent radicalement ouvert.

30 mai 2013.

Catharina Thörn enseigne et mène des recherches au département des sciences culturelles de l'université de Gothenburg.

Traduit par Ugo Palheta et Nicolas Sergère Tavares Sousa.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.

références

références

↑1 Le titre complet de son ouvrage est *Même en Suède. Racismes, espaces racialisés, et l'imagination géographique populaire*.

Håkan Larsson, Bengt Larsson, Martin Letell, Håkan Thörn (dir.), *Transformations of the*

↑2 *Swedish Welfare State: From Social Engineering to Governance?*, Palgrave Macmillan, 2012.

↑**3** En Suède, les écoles « libres » sont créées par l'Etat mais gérées indépendamment.
Voir [cet article du Guardian](#) qui a mené à la suppression de l'annonce (NdT).

Pour une analyse plus détaillée, voir : Eric Clark and Karin Johnson, "Circumventing circumscribed neoliberalism: The 'system switch' in Swedish housing," in ed. Sarah

↑**4** Glynn, *Where the other half lives: lower income housing in a neoliberal world*, Pluto 2009 ; Brett Christophers, "A monstrous hybrid: the political economy of housing in early-twenty-first century Sweden," *New Political Economy*, 2013 (online early version).